3 juin 1961, Ottawa

Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste

C'est un plaisir de venir rencontrer les représentants d'un mouvement national dont le dynamisme, la vigueur et le réalisme ont rendu tant de services au groupement canadien-français. Mais c'est aussi un devoir, car j'estime que le gouvernement de la province qui compte le plus de Canadiens d'origine française n'a pas le droit de se désintéresser des activités d'une société nationale comme la Saint-Jean-Baptiste, surtout à un moment où celle-ci tient un congrès conjoint, sous le thème « Les relations françaises interprovinciales ».

En préparant ma conférence, j'ai constaté certaines similitudes entre le gouvernement du Québec et votre groupement. Je m'explique. D'après moi, les deux ont, chacun dans sa sphère respective, une responsabilité commune. Ils visent tous les deux, mais par des moyens différents, à encourager l'avancement de la cause canadienne-française.

La Société Saint-Jean-Baptiste est, dans la communauté canadienne, un organisme en éveil; d'une certaine façon, elle représente la conscience nationale du Canada français. Son rôle n'est pas seulement de préserver ou de conserver ce que nous avons. Si elle se limitait à cette action, elle perdrait beaucoup de son efficacité et se cantonnerait dans un conservatisme économique et social mal adapté aux nécessités changeantes de la vie moderne. Il lui faut donc, en plus de ce qui précède, et c'est là l'autre facette de son rôle - avoir les yeux tournés vers l'avenir pour être en mesure de le préparer et surtout préparer le groupement canadien-français à y faire face.

Si je parle ainsi, c'est parce que nous, Canadiens français, nous éprouvons constamment, sans toujours nous en rendre compte, la tentation de nous consoler collectivement de ce qui nous déplaît dans le présent par des réminiscences nostalgiques d'un passé glorieux. Il y a dans ce comportement, normal par ailleurs chez une minorité ethnique, certains dangers que vous comprendrez facilement, notamment celui d'une démission virtuelle en face des problèmes actuels. Comme société nationale des Canadiens français, la Saint-Jean-Baptiste peut faire énormément pour canaliser l'énergie de notre peuple vers des fins plus utiles et des entreprises plus urgentes que la seule contemplation passive et facilement stérile de notre histoire et de nos traditions. Nous devons nous inspirer du passé, nous devons l'aimer et le vénérer, mais il ne faut jamais perdre de vue les tâches redoutables du présent et les défis de l'avenir. Je sais que c'est là l'esprit qui anime votre Société; je vous encourage à maintenir cette attitude, car c'est ainsi que vous pourrez le mieux, selon moi, parvenir aux objectifs que vous vous êtes fixés et dont tout notre peuple attend la réalisation. Je ne veux pas dire par là que c'est à la Société Saint-Jean-Baptiste seule qu'en incombe toute la responsabilité et que c'est elle seule qui doit travailler à l'avancement de la cause canadienne-française. Si le gouvernement de la province de Québec était de cet avis, vous auriez tout à fait raison de l'accuser d'infidélité nationale.

Il arrive cependant que c'est loin d'être le cas. J'ai dit il y a quelques instants, que des similitudes existaient entre l'action de la Société Saint-Jean-Baptiste et celle du gouvernement de Québec. Je viens de vous exposer brièvement ma conception du travail

qu'accomplit votre Société. Si vous me le permettez, je voudrais maintenant profiter de la première occasion que j'ai de vous rencontrer comme conférencier depuis que j'occupe le poste de Premier ministre, pour vous indiquer dans les grandes lignes la façon dont le gouvernement du Québec a entrepris de s'acquitter de ses obligations envers le groupement canadien-français.

Je souligne, en passant, que ces obligations ne sont pas nouvelles et que nous ne sommes pas les premiers à les assumer. D'autres administrateurs l'ont fait avant la nôtre. Toutefois, ce qui est nouveau actuellement, c'est, je crois, le caractère systématique, coordonné et étendu de notre action. Nous n'avons pas en effet l'impression que l'épanouissement du peuple canadien-français sera assuré par la seule sauvegarde de la langue ou par la réalisation exclusive de tel ou tel autre objectif donné. Nous croyons plutôt que ce but sera atteint par la poursuite simultanée de plusieurs objectifs partiels, pourvu qu'ils soient logiquement agencés les uns aux autres et qu'ils se complètent mutuellement. En somme, nous croyons que la cause de l'avancement de notre minorité nationale dans tous les domaines ne sera bien servie que si le gouvernement du Québec — la seule province à prédominance canadienne-française — adopte ce que j'appellerais une politique globale, en ne négligeant de cette façon aucun des domaines d'activité capables de favoriser l'épanouissement économique, social et culturel de notre groupe ethnique. La bataille que notre situation particulière dans la nation canadienne nous oblige à livrer doit donc se dérouler sur plusieurs fronts à la fois.

Le gouvernement de la province de Québec a conçu toute son action selon cette optique et il l'a fait à partir d'un principe fondamental sur lequel j'aime à revenir à l'occasion.

Le gouvernement part du principe que l'État du Québec non seulement appartient à ses citoyens, mais qu'il constitue aussi le levier, le point d'appui commun dont nous pouvons, et devons-nous servir dans la poursuite des tâches que nous imposent notre présence dans la réalité canadienne et notre survivance au sein d'un monde dont la culture est étrangère à la nôtre. Notre conception du rôle de l'État — du rôle de notre État ne s'inspire nullement d'une quelconque idéologie socialiste. Je dirais plutôt qu'elle provient d'un souci bien pragmatique. Nous n'avons tout simplement pas le choix de procéder autrement. Car il faut bien nous rendre compte d'une chose que l'histoire et la démographie nous dévoilent d'ailleurs brutalement. Comme groupe ethnique, nous formons environ 30% de la population canadienne. Nous ne représentons même pas un trentième de toute la population de l'Amérique du Nord, 6 000 000, par rapport à 190 000 000 ! Nous sommes collectivement un sujet d'étonnement pour les historiens. Il y a longtemps en effet que nous aurions pu être assimilés, mais en dépit des lois de l'histoire, nous avons survécu.

Il y a, dans notre situation actuelle, quelque chose de grandiose et de tragique à la fois. Ce qui est grandiose, c'est notre volonté de persister; ce sont « nos traditions, notre langue et notre foi », selon l'expression consacrée. Ce qui est tragique, c'est que ces facteurs ne suffisent plus désormais. Le progrès moderne a fait disparaître les frontières et d'une certaine façon, nous ne sommes plus chez nous seulement sur les bords du Saint-Laurent. Que nous le voulions ou non, il nous faut faire face au reste de l'univers. D'autres influences que celles que nous avons appris à connaître commencent à se faire sentir chez nous. Toutes

ces influences ne sont pas nécessairement mauvaises, loin de là. Mais certaines d'entre elles, notamment l'américanisme, offrent des dangers nouveaux contre lesquels nous ne sommes pas préparés.

La conjoncture présente nous force à repenser nos positions traditionnelles. Il nous faut des moyens puissants non seulement pour relever les défis inévitables que nous rencontrerons dans les années qui viennent, mais aussi pour mettre le peuple canadien-français au diapason du monde actuel. Or le seul moyen puissant que nous possédions, c'est l'État du Québec, c'est notre État. Nous ne pouvons pas nous payer le luxe de ne pas l'utiliser. Je n'ai pas le droit, comme Premier ministre du gouvernement de cet État, de vous dire qu'il faut nous en remettre en cette matière aux seuls efforts des individus ou des groupements organisés. Je n'ai pas non plus le droit de vous dire qu'il faut nous contenter, comme par le passé, de faire confiance à notre culture pour la bonne raison que, justement, c'est elle qui est en danger.

Si nous refusions de nous servir de notre État, par crainte ou préjugé, nous nous priverions alors de ce qui est peut-être l'unique recours qui nous reste pour survivre comme minorité ethnique et pour progresser comme peuple conscient des exigences du monde dans lequel nous sommes dorénavant appelée à vivre.

Ce principe d'action, le gouvernement que j'ai l'honneur de diriger s'y conforme depuis bientôt un an. Un tel laps de temps est trop court pour que nous puissions déjà entrevoir les résultats concrets des décisions que nous avons prises. Il est assez long toutefois pour que la population commence à se rendre compte du soin constant que nous mettons à traduire dans les faits les principes auxquels nous déclarons croire. Il est assez long aussi pour qu'elle constate que, loin de nous limiter à un domaine d'action restreint, nous avons plutôt résolu de nous attaquer à plusieurs secteurs importants de notre vie économique et culturelle. Nous nous efforçons ainsi de mettre en application cette politique globale dont je vous parlais tout à l'heure, et qui, selon nous, est la condition même du succès d'une aussi vaste entreprise d'affirmation nationale. Les mesures que nous avons adoptées dans le domaine des richesses naturelles par exemple, et, plus encore, celles que nous adopterons avant longtemps tendent à matérialiser ce que nous avons toujours prétendu. Les richesses naturelles du Québec appartiennent en propre aux citoyens de la province; elles doivent être exploitées d'abord et avant tout à leur avantage et cela, de façon rationnelle, pour obéir aux impératifs de l'économie moderne. À ce propos, je voudrais signaler que le gouvernement que je représente favorise le principe de la formation de sociétés mixtes – c'est-à-dire de « sociétés de gestion » – dont le but sera d'accélérer le développement et de faciliter la transformation au Québec de nos richesses naturelles, par une alliance heureuse de l'initiative privée et de celle de l'État. Si je ne me trompe, les sociétés Saint-Jean-Baptiste de la province de Québec ont longtemps préconisé cette formule d'exploitation susceptible de fournir les capitaux que rendent nécessaires des projets de cette envergure. En acceptant de suivre cette recommandation, nous nous rendrons au désir de ceux qui l'ont énoncée et nous fournirons au peuple canadien-français un instrument de libération économique.

Il entre aussi dans nos intentions de procéder, lors de l'échéance des ententes avec les sociétés qui exploitent les richesses naturelles du Québec, à une révision complète du taux

des redevances que celles-ci versent présentement à la province. Nous verrons, entre autres, à ce que ces redevances correspondent davantage à l'importance des revenus que ces sociétés retirent de leur exploitation. Nous voulons également faire tout en notre pouvoir pour inciter ces mêmes sociétés à employer plus de personnel technique et administratif formé dans le Québec.

Prenons maintenant un autre domaine d'activité du gouvernement, celui des relations fédérales-provinciales. Vous savez que si la vie en confédération comporte des avantages, elle peut aussi recéler certains risques auxquels les minorités nationales sont facilement exposées, à moins qu'elles ne portent une vigilance constante aux relations qui existent entre le gouvernement qui les administre et le pouvoir central. Nous avons, pour cette raison, doté le Québec d'un nouveau ministère, celui des Affaires fédérales-provinciales. Il concrétise une attitude plus réaliste en matière de fédéralisme, attitude fondée sur l'esprit nouveau que le Québec veut faire régner en ce domaine au Canada. Déjà, nous avons commencé à la manifester par les suggestions que nous avons faites aux conférences fédérales-provinciales. Je ne veux pas revenir sur les détails techniques de ces suggestions; je tiens seulement à vous dire que nous avons tenté, en quelque sorte, de réintégrer le Québec dans la Confédération. Si nous l'avons fait, ce n'est pas – comme certaines personnes mal informées ou mal intentionnées l'ont prétendu – parce que nous avons abandonné la lutte pour les droits que le peuple du Québec a si durement acquis dans le passé; au contraire, c'est parce que nous valorisons l'autonomie de notre province et que nous voulons directement et activement prendre part aux décisions qui nous touchent de près.

On dit souvent que la solidité de la famille canadienne-française est un des facteurs responsables de la survivance de notre peuple. Cela est certainement vrai lorsqu'on songe de quelle façon la famille de chez nous a su conserver bien vivantes nos traditions. Elle a préservé nos traits culturels et a rendu possible, en deux cents ans et pratiquement sans immigration, la multiplication par cent des 60 000 Canadiens d'origine française qui ont eu le courage de demeurer au pays après la conquête.

Le gouvernement du Québec comprend parfaitement le rôle éminent qu'a joué l'entité familiale dans notre histoire et sait que notre avenir est intimement lié à l'évolution de la famille chez nous. Pour l'aider dans l'accomplissement de ses devoirs et pour garantir son intégrité, nous avons jugé bon d'instituer un ministère de la Famille. Ce ministère est chargé de repenser en fonction de la famille toute la législation sociale du Québec. Nous voulons augmenter, dans la mesure du possible, le niveau de vie matériel des personnes et des familles qui en ont besoin. Cependant, nous voulons aussi et c'est probablement ce qui, en ce domaine, nous distingue le plus des autres gouvernements de l'Amérique du Nord – nous voulons, dis-je, soutenir du même coup et rendre encore plus solide une institution qui, dans la forme qu'elle a prise chez nous, a valu à notre peuple sa survivance et sa conception chrétienne de la vie. Nous savons que les Canadiens français doivent beaucoup à l'institution familiale, mais nous savons surtout qu'elle les armera, dans les temps à venir, des qualités humaines qu'il leur faudra pour s'acquitter des tâches nouvelles qui les attendent.

Dans ce qui précède, je me suis permis de vous donner un aperçu de l'action systématique que le gouvernement du Québec avait entreprise dans plusieurs secteurs. Je dois avouer, toutefois, que cette action n'aurait que peu de portée si elle ne s'accompagnait pas d'un vaste mouvement éducationnel et culturel. Car, quoi que nous fassions et même si nous parvenions à vivre dans le confort idéal, nos richesses matérielles et financières, malgré leur étendue, ne pourront jamais se comparer au total à celles d'autres pays comme les États-Unis. Je veux dire par là que nous ne serons jamais matériellement ou militairement très puissants. Nous sommes trop peu nombreux pour cela et il est inutile de nous faire illusion là-dessus. Il ne nous servirait à rien de rechercher, par des réalisations gigantesques, la renommée de nos voisins du sud; nous n'y arriverions pas. Nous y perdrons notre temps et nos énergies et nous négligerions de nous engager dans une voie capable de nous conduire à l'affirmation de nous-mêmes. Cette voie, c'est celle de l'éducation et de la culture.

Dans ces deux domaines, le peuple canadien-français est tout à fait apte à faire sa marque et à se manifester à l'attention des autres peuples du monde. La capacité d'apprendre, de comprendre, d'enseigner, et de créer ne lui manque pas; les œuvres de nos savants, de nos écrivains et de nos artistes le prouvent. Je dirais cependant — au risque d'être un peu injuste — que beaucoup de ces personnes ont pu mettre leurs talents en valeur malgré l'ambiance qui les entourait, malgré l'indifférence générale. C'est cette situation d'exception que nous ne pouvons et que nous ne voulons pas tolérer. Par certaines des décisions qu'il a prises, le gouvernement du Québec veut changer le climat intellectuel de la province et favoriser le rayonnement de la culture canadienne-française au Canada et ailleurs.

Vous connaissez notre souci de l'éducation. Vous êtes au courant des mesures que nous avons adoptées pour munir nos maisons d'enseignement de ce qui leur manquait pour remplir leur fonction première; vous savez quelle attention nous voulons accorder à la formation des éducateurs; vous connaissez aussi notre désir de rendre, le plus tôt possible, l'éducation accessible à tous. Je ne veux donc pas revenir là-dessus maintenant.

J'aimerais plutôt vous dire quelques mots de notre action dans le domaine culturel. Le Québec est actuellement la seule province du Canada à avoir un ministère des Affaires Culturelles. Par la création de ce ministère, nous considérons avoir doté le Canada français d'un merveilleux instrument pour la diffusion et l'épanouissement de ce que nous appelons le fait français en Amérique. Pour le gouvernement du Québec, la formation d'un tel ministère constituait un devoir; il était le seul à pouvoir l'accomplir et le seul en mesure de répandre notre culture commune à l'extérieur des frontières de la province et même du pays.

D'ailleurs, d'une certaine façon, ces frontières ne veulent plus dire grand-chose. La majorité des Canadiens français demeurent dans le Québec, mais des centaines de milliers d'entre eux vivent dans d'autres provinces du Canada et aux États-Unis. De ce fait et à cause de sa cohésion et de sa force numérique, le Québec doit en quelque sorte se considérer comme la mère-patrie de tous ceux qui, en Amérique du Nord, parlent notre langue. Notre province est donc presque moralement obligée d'accorder son concours à ces groupes de nos compatriotes qui, par leur situation, sont en plus grand danger d'être assimilés ou de perdre contact avec la culture française. Par son intérêt à leur égard, elle aidera ces groupes à sauvegarder leur entité propre et se protégera elle-même grâce à l'appui que ces groupes

éloignés de Canadiens français pourront lui donner. C'est pour cette raison que le nouveau ministère des Affaires Culturelles a sous sa juridiction le Service, également nouveau, du Canada français d'outre-frontière. L'organisation matérielle de ce Service n'est pas encore complète, mais vous me permettez, en terminant, de m'arrêter un instant à quelques-unes des fonctions qu'il pourra remplir.

Il pourra d'abord mettre sur pied tout un programme d'échanges culturels. Grâce à ce programme, les Canadiens français des autres provinces pourront, en nombre plus grand que maintenant, s'inscrire à nos maisons d'enseignement. Le Québec participera ainsi à la formation des cadres dont nos compatriotes de l'extérieur de la province ont souvent besoin.

Un tel programme d'échanges culturels ne se limitera pas à la venue ici d'étudiants de l'extérieur. Par des visites et des tournées de conférences régulières, nos professeurs et instituteurs du Québec seront en mesure de faire profiter nos compatriotes de leur expérience et de leurs sciences, sans compter qu'ils retireront eux-mêmes un grand bénéfice de leur séjour hors des frontières de la province.

Les artistes du Québec, quel que soit leur champ d'activité, pourront aussi nous représenter avantageusement en dehors de la province. Ils ont déjà beaucoup accompli dans ce domaine. Le Service du Canada français d'Outre-frontières systématisera leur participation et la rendra plus conforme aux désirs des publics qui ont besoin de recevoir et aux désirs des artistes qui ont besoin de donner. Le Service pourra enfin diffuser la littérature canadienne-française dans les autres provinces et dans les centres franco-américains. Ce sera là, si je ne m'abuse, un précieux encouragement à tous ceux qui ont la vocation littéraire.

Il y aurait bien d'autres choses à ajouter en ce qui concerne le travail qu'accomplira ce Service, notamment auprès des Néo-canadiens que le gouvernement essaiera d'intégrer à notre culture en aussi grand nombre que possible.

J'en aurais, aussi, encore long à dire si je voulais esquisser devant vous tout ce que nous espérons – et ce que vous-mêmes espérez sans doute – du ministère des Affaires Culturelles. Je pense ici en particulier à l'influence durable et profonde que pourra avoir le Conseil provincial des Arts et l'Office de la langue française sur l'épanouissement culturel de notre peuple. J'aime mieux cependant ne pas m'engager dans ce sujet, ce qui m'obligerait à vous retenir ici au moins encore une heure. Je tiens plutôt à vous dire que le gouvernement du Québec considère qu'il vient à peine de commencer l'action qu'il s'est proposé d'entreprendre dans le domaine culturel. Il en est de même dans presque tous ses autres champs d'activités. Il y a tellement à faire et, justement parce que notre tâche est aussi étendue, vous ne pouvez savoir combien il est réconfortant pour nous de recevoir, de la part d'organismes comme le vôtre, ou de simples citoyens, les témoignages d'appréciation et les commentaires approuvateurs qu'on a bien voulu nous faire parvenir sur le travail accompli jusqu'ici. Lorsque quelqu'un tente d'innover en matière artistique et culturelle, il rencontre souvent l'incompréhension ou l'indifférence de ceux qui ont l'habitude du conformisme. Un gouvernement est en butte un peu au même problème, surtout si l'action qu'il entreprend ne comporte pas d'effets tangibles immédiats. On a tendance à oublier que le futur est une époque qui se prépare, et que cette époque, pour notre province, est déjà arrivée. Nous devons faire vite, mais nous devons faire bien.

Au Québec, tout en repensant notre notion traditionnelle de patriotisme, nous posons présentement les jalons d'une ère nouvelle. Le gouvernement de la province est pleinement conscient de tout ce que la population attend de lui; il sait aussi qu'il faut du temps pour réaliser l'entreprise de rénovation et d'affirmation nationale à laquelle il s'est attaqué; il sait surtout qu'il a besoin de la collaboration de tous et de chacun — de la collaboration de tout Canadien d'expression française — pour surmonter les obstacles et résoudre les problèmes qu'il rencontrera sur sa voie.

Le gouvernement du Québec — comme tout gouvernement est formé de personnes, d'êtres humains qui ne sont ni infailibles malgré les difficultés qui pourront surgir, une chose demeure toutefois certaine nous ne permettrons pas, nous ne permettrons jamais si c'est humainement possible, que soit déçu cet immense espoir que nous avons soulevé chez tous les Canadiens français.